

Monsieur le Secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, en charge du Développement international et de la Francophonie,

Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères de Madagascar,

Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères des Seychelles,

Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères de Maurice,

Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères des Comores,

Monsieur le Représentant de la République Populaire de Chine

Monsieur le Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien,

Monsieur le Sénateur Président du Conseil Régional,

Mesdames et Messieurs les élus

Mesdames et Messieurs les membres de délégation

Mesdames et Messieurs,

Je vous souhaite la bienvenue à La Réunion pour ce 31^{ème} Conseil des Ministres de la Commission de l'océan Indien.

Le 10 janvier 1984, l'accord de Victoria qui instituait la Commission de l'océan Indien fixait comme objectif à la COI de mettre en place une « *coopération rénovée, fructueuse, et durable* » entre nos îles. Les sujets dont nous allons débattre contribuent et contribueront sans nul doute à **continuer à bâtir cette coopération**. Par nos travaux sur **l'Égalité Hommes/Femmes et l'émergence d'une élite féminine**, sur **le traitement des déchets, sur l'Économie bleue** qui constitue une des voies d'avenir de notre croissance, **sur le développement des échanges aériens et maritimes inter-îles, sur la sécurité alimentaire** : nous restons dans la philosophie, dans la même volonté que celle que partageaient les signataires de l'Accord de Victoria, auquel la France a adhéré en 1986 « *pour permettre à son département et à sa région de La Réunion de participer à la coopération régionale* ».

Mais si les membres signataires désiraient une « *coopération rénovée, fructueuse et durable* », je rajouterais aujourd'hui que **cette coopération doit aussi être positive et heureuse**.

SEUL LE PRONONCE FAIT FOI

Nous, présidente de Département et président de la Région Réunion, **sommes fiers et honorés d'accueillir** ce Conseil des Ministres, mais nous savons aussi que **cette grande rencontre institutionnelle, nécessaire, n'est pas suffisante pour que naisse**, notamment ici, à La Réunion, cette identité india-océanique dont nous avons tant besoin. Notre rôle d'élus, c'est de **permettre les échanges entre nos peuples**. Notre rôle d'élus, c'est **d'accompagner les entreprises réunionnaises** qui veulent exporter leur savoir-faire ou leurs productions, c'est aussi de **créer les conditions d'accueil** pour des investisseurs étrangers. Notre rôle d'élus, c'est de permettre **la mobilité de notre jeunesse**, notamment à travers des chantiers d'insertion dans des logiques gagnant-gagnant. Et nous souhaitons, M le Ministre, que **l'Etat nous accompagne, nous facilite les démarches pour que nous puissions accélérer et renforcer ces échanges**.

Faut-il rappeler que **nous sommes dans un contexte budgétaire difficile**. Et la question de la ressource dont dispose la Commission mérite une attention particulière. Comment en effet pouvoir compter sur des moyens plus conséquents ? L'ambition que nous avons pour notre région nous y invite. Au-delà de cette question d'argent qui pourrait nous faire voir notre action par le seul prisme de l'utilité et de la rentabilité, je vous le demande, chers collègues : **ne réduisons pas la COI à un simple marché !** Dans une telle perspective, une mise en cohérence des politiques de coopération déjà en œuvre dans la zone serait de nature à optimiser les moyens. Il nous faut croire en les valeurs de la coordination, voire de la mutualisation des politiques publiques engagées, et ce, en synergie avec l'initiative privée. **Car l'océan Indien, c'est bien plus qu'un marché. Je le dis souvent, nous formons, ensemble, une communauté d'Hommes partageant une même communauté de Destin.**

Ce Destin commun, nous le partageons depuis des siècles, depuis que nos parents et grands-parents ont quitté leur pays d'origine et embarqué pour des voyages périlleux parfois privés de liberté, toujours en quête d'un plus bel avenir. Comment ne pas y voir un parallèle avec ce que vivent aujourd'hui des milliers de migrants qui tentent la traversée de la Méditerranée dans les conditions que l'on connaît ; comment ne pas y voir aussi comme un écho aux kwasa-kwasa qui toutes les nuits relient Anjouan à Mayotte ? Cette migration, comme la migration de la plupart de ceux qui ont construit nos sociétés îliennes, n'est pas une migration voulue ; elle est une **migration de désespoir, l'espoir d'offrir à ses enfants une meilleure vie.**

C'est cet espoir qui nous anime encore, au sein de la Commission de l'Océan Indien.

Qu'il me soit permis d'évoquer ici **quelques exemples de coopération bilatérale** que nous portons au Département pour éclairer la coordination que je souhaite entre le ministère des Affaires Etrangères et les Collectivités territoriales. **Appui au développement d'une agriculture familiale, dons de matériels de sécurité et d'incendie** aux Comores et à Madagascar ; **ingénierie et projets autour de la gestion de l'eau** aux Comores ; **projets culturels** à Madagascar et aux Seychelles autour d'échanges ou d'appui à la Francophonie ; **soutien à des acteurs médico-sociaux** à Maurice, **aide à la prise en charge du handicap** à Madagascar et à Maurice ; autant d'exemples qui montrent la dimension nécessairement humaine de la coopération.

Je reste, par ailleurs, convaincue que **la Culture doit être un maillon essentiel de notre coopération**, aussi bien dans le cadre de la Bibliothèque Historique de l'Océan Indien (*400.000 visites, 17 millions de pages consultées*) qui offre une lecture partagée de notre passé, que dans le cadre d'événements inter-îles que nous devrions porter. **Notre Région a son mot à dire dans le concert du monde ; notre Région a à faire entendre son harmonie dans la cacophonie internationale.**

SEUL LE PRONONCE FAIT FOI

Notre coopération doit aussi faire preuve de pragmatisme. Que la Chine demande le poste d'observateur auprès de notre organisation me conforte dans cette idée d'un destin partagé bien au-delà de nos îles, mais partagé aussi par la Chine, l'Inde ou l'Afrique, dont sont originaires nombre de nos populations. La Réunion, et les autres îles de l'Océan Indien, peuvent s'intégrer dans cette **nouvelle « Ceinture et Route de la Soie »** que développent les autorités chinoises.

Vous l'aurez compris, la participation réunionnaise à la Commission de l'Océan Indien est une traduction heureuse de notre triple appartenance.

Nous sommes partie intégrante de la République française avec cet engagement et cette fierté de défendre les valeurs de Liberté, d'Égalité, de Fraternité et de Laïcité.

Nous sommes une région européenne ultra-périphérique dans cette partie du monde où les échanges internationaux s'amplifient.

Nous revendiquons avec autant de fierté notre appartenance à l'India-océanie, riche de notre culture réunionnaise bâtie sur le métissage et sur la reconnaissance de nos multiples origines.

Il est plus qu'important de faire émerger une vraie identité indiano-océanique dans le cœur et dans l'esprit des hommes et des femmes qui forment cette communauté humaine de l'Océan Indien. Certes, l'accent doit être mis sur l'économie, mais j'ai la conviction que la COI doit être aussi porteur d'un projet ambitieux où l'humain est au centre des préoccupations, où l'amitié, la compréhension, la tolérance, la concorde entre les peuples sont recherchées ou confortées.

Je voudrais en tout cas pour La Réunion faire partager cette identité heureuse qui est la mienne et qui me fait être tout à la fois Réunionnaise, Française, Européenne et India-océanienne.

Je vous remercie.

SEUL LE PRONONCE FAIT FOI

